

L'éducation à l'orientation professionnelle dans l'enseignement obligatoire à temps plein en Europe

L'ÉDUCATION À L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE DANS L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE À TEMPS PLEIN

FRANCE

Année scolaire 2007/2008

L'enseignement est obligatoire pour les élèves âgés de 6 à 16 ans et s'étend sur l'éducation primaire (*école élémentaire* – 6-11 ans), l'enseignement secondaire inférieur (*collège* – 11-15 ans) et la première année du secondaire supérieur (*lycée*). La fin de l'enseignement secondaire inférieur constitue un moment clé de l'orientation. Les élèves ont la possibilité de poursuivre un enseignement dans un *lycée* d'enseignement général ou technologique ou de suivre à temps plein un enseignement général et professionnel en *lycée* professionnel. Les parents (ou l'élève s'il est majeur) ont le choix des options suivies dans la classe supérieure mais la voie d'orientation est choisie sur la base de la demande de la famille, dont les conseils de classe prennent connaissance et débattent, afin de préparer la décision du chef d'établissement, éventuellement susceptible d'appel en cas de désaccord.

L'éducation à l'orientation pendant la dernière année d'enseignement obligatoire n'est pas couverte par cette description.

CADRE LÉGAL ET OBJECTIFS NATIONAUX

La loi sur l'éducation de juillet 1989 affirme que "le droit au conseil en orientation et à l'information sur les enseignements et les professions fait partie du droit à l'éducation". La loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école d'avril 2005 précise que "les élèves élaborent leur projet d'orientation scolaire et professionnelle avec l'aide des parents, des enseignants, des personnels d'orientation et des autres professionnels compétents. Les administrations concernées, les collectivités territoriales, les organisations professionnelles, les entreprises et les associations y contribuent".

Les objectifs de la politique nationale en matière d'orientation s'inscrivent dans les grands objectifs publics d'élévation des niveaux de qualification pour tous prévus par la loi: 100 % au premier niveau de qualification, 80 % au niveau du *baccalauréat*, 50 % diplômé de l'enseignement supérieur. Ils passent par une meilleure intégration de la capacité à s'orienter dans les apprentissages de base, par le développement de l'individualisation avec un accompagnement plus personnalisé, ainsi que par la qualité des services offerts et leur accessibilité à tous, la production d'informations fiables et sincères, et des mesures spécifiques pour éviter l'exclusion des groupes cibles tels que les jeunes en difficultés scolaires ou dans les zones socialement défavorisées, les chômeurs, etc. L'accent est mis également sur la sensibilisation des publics concernés et des acteurs sociaux par rapport à l'orientation dans le contexte de l'éducation tout au long de la vie (validation des expériences, compétences des adultes, formation continue, etc.).

De plus la loi du 10 août 2007 relatives aux libertés et responsabilités des universités, a fait de l'orientation et de l'insertion des étudiants une des missions fondamentales des

établissements d'enseignement supérieur et a conduit, à ce titre, à l'obligation de préinscriptions et à la généralisation du dispositif "d'orientation active".

RESPONSABILITÉS

Les ministères chargés de l'éducation nationale et de l'emploi sont ceux les plus impliqués dans le développement des politiques et dans la mise en place de l'éducation et des services relatifs à l'orientation scolaire et professionnelle.

La responsabilité des ministères de l'éducation nationale d'une part, de l'enseignement supérieur et de la recherche d'autre part, est d'assurer les services et les conseils aux jeunes respectivement dans les établissements secondaires et dans l'enseignement supérieur, tandis que le ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité a pour public cible des adultes à la recherche d'un emploi, d'un changement de carrière ou d'une formation.

La plupart des services du ministère de l'éducation nationale sont offerts dans les établissements eux-mêmes, qui ont par ailleurs la responsabilité du suivi de chacun de leurs élèves pendant l'année qui suit leur sortie, ou dans les Centres d'Information et d'Orientation (CIO) et leurs antennes qui dépendent du ministère.

Les activités en matière d'orientation dépendant du ministère chargé du travail sont administrées par l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE).

En outre, il existe un grand nombre d'organismes publics, parapublics ou privés (comme par exemple les Missions locales, les centres d'information jeunesse (CIDJ), etc.) qui jouent un rôle important en matière d'orientation professionnelle ou qui s'adressent plus souvent aux jeunes ayant terminé l'enseignement obligatoire.

L'ÉDUCATION À L'ORIENTATION DANS LE CURRICULUM

L'éducation à l'orientation figure dans le programme national d'enseignement obligatoire. En complément, un enseignement de découverte professionnelle a été instauré en 2004 dans le cycle d'orientation du *collège*, correspondant à la classe de troisième. Il vise à offrir aux élèves une ouverture plus grande sur le monde professionnel et à les aider à poursuivre leur réflexion sur leur parcours de formation. Deux formules de cet enseignement de découverte professionnelle sont proposées:

- une option facultative de découverte professionnelle de 3 heures/semaine qui vise à apporter aux élèves une première connaissance du monde professionnel. Elle doit être proposée dans tous les *collèges* à tout élève qui la souhaite. Son évaluation en contrôle continu est prise en compte pour l'obtention du diplôme national du *brevet*;
- un module de découverte professionnelle de 6 heures/semaine qui concerne plus particulièrement un public d'élèves volontaires, à la scolarité fragile, prêts à se mobiliser autour d'un projet de formation professionnelle après la classe de troisième.

De plus, la mise en place progressive du socle commun de connaissances et de compétences prévu par la loi identifie clairement, au titre de la 7^e compétence – l'autonomie

et l'esprit d'initiative – des objectifs d'acquisition de la capacité à s'orienter tout au long de la vie, concourant à l'évaluation, là aussi, du diplôme national du *brevet*.

Enfin, dès la rentrée 2008 dans les établissements volontaires, en vue d'une généralisation à la rentrée 2009, un "parcours de découverte des métiers et des formations" est mis en place pour tous les élèves dès la classe de 5^e (âge moyen 12 ans) et jusqu'en classe terminale des *lycées*. Organisé autour "d'étapes métiers" – des rencontres avec des professionnels, des visites d'entreprises, la séquence d'observation en milieu professionnel, etc. – et des "temps forts" à chaque niveau de formation – une journée passée en *lycée*, LP, CFA, etc. pour chaque élève de 4^e, et en établissement d'enseignement supérieur pour chaque élève de 1^{re}. Chaque élève ouvrira à cette occasion un livret personnel de suivi. Ces activités s'appuieront sur un cahier des charges académiques et sur le dynamisme de la relation école-entreprises.

Stages en entreprise dans le cadre du curriculum

En classe de 3^e de *collège*, chaque élève, dans le cadre de son parcours, passe une semaine en "séquence d'observation en milieu professionnel", qui peut aussi être réalisée en classe de 4^e. Au total, chaque élève, à la fin du *collège*, aura passé dix jours en entreprise ou au contact avec des professionnels.

En complément des dispositifs en alternance offerts en *collège* aux élèves de 4^e âgés d'au moins 14 ans, un nouveau dispositif d'initiation aux métiers en alternance est proposé à des élèves de *collège* volontaires, âgés de 15 ans au moins, pour découvrir un ou plusieurs métiers par une formation en alternance d'une année scolaire, tout en poursuivant l'acquisition du socle commun de connaissances et de compétences.

En outre, chaque diplôme technologique ou professionnel requiert d'avoir effectué une période de formation en entreprise.

AUTRES FORMES D'ACTIVITÉS/DE SERVICES D'ORIENTATION

Contacts avec le monde professionnel

Voir ci-dessus la section sur les stages en entreprise dans le cadre du curriculum.

Services d'orientation à l'école

Ils reposent sur deux acteurs principaux:

- les professeurs principaux, en charge de réaliser des entretiens personnalisés d'orientation, en coopération avec les conseillers d'orientation-psychologues, en classe de 3^e de *collège*, de 1^{re} et de terminale des *lycées* généraux et technologiques, ainsi qu'en *lycée* professionnel où, dès la première année, l'entretien personnalisé est déjà un élément essentiel pour l'orientation professionnelle de l'élève et pour lutter contre le décrochage. Tenus dès que possible dans l'année, ces entretiens personnalisés, auxquels la famille est appelée à participer, permettent la mise en place, sans attendre, de l'accompagnement individualisé souhaité.
- les conseillers d'orientation-psychologues (CO-P), qui travaillent essentiellement auprès des collégiens, des lycéens, des jeunes en voie d'insertion professionnelle et

des étudiants. Ils accueillent également le public adulte. Ils les aident à construire progressivement leur parcours de formation et d'insertion. Ils utilisent différentes techniques (entretien individuel, travaux de groupe, évaluations, etc.). Dans toutes leurs actions, ils interviennent directement auprès des jeunes dans les établissements d'enseignement et dans les Centres d'Information et d'Orientation (voir ci-dessous).

Ils sont à la fois spécialistes du conseil individuel en orientation et, dans les *collèges* et les *lycées*, conseillers techniques de l'équipe éducative. Dans leur activité de conseil, les conseillers d'orientation-psychologues assurent aussi l'observation continue des élèves, et contribuent à la mise en œuvre des conditions de leur réussite.

Services d'orientation hors école

Il y a près de 700 Centres d'Information et d'Orientation (CIO) et antennes qui dépendent du ministère de l'éducation nationale. Le rôle des CIO consiste essentiellement à favoriser l'accueil de tout public et en priorité des jeunes scolarisés et de leur famille, à fournir l'information sur les études, les formations professionnelles, les qualifications et les professions ainsi que le conseil individuel (aider la personne à mieux se connaître, à retenir les informations utiles, à organiser les éléments de son choix, etc.). Ils sont chargés aussi de la production de documents de synthèse destinés aux équipes éducatives ou aux élèves ainsi que de l'animation des échanges et des réflexions entre les partenaires du système éducatif, les parents, les jeunes, les décideurs locaux et les responsables économiques.

QUALIFICATIONS DU PERSONNEL CHARGÉ DE L'ORIENTATION

Dans les écoles

S'agissant des enseignants, le récent cahier des charges pour leur formation initiale, utilisé aussi comme référence pour leur formation continue, prévoit explicitement l'acquisition de connaissances et de capacités pour aider à l'orientation de leurs élèves. De plus, un stage en entreprise sera à terme obligatoire avant leur recrutement.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en place du "parcours de découverte des métiers et des formations", le cahier des charges académique prévu devra explicitement mettre en œuvre un dispositif de formation spécifique pour les enseignants.

Dans d'autres services d'orientation

Les conseillers d'orientation-psychologues du service public d'éducation sont recrutés parmi les candidats justifiant de la licence de psychologie (ou d'un autre diplôme en psychologie admis par les textes en vigueur) qui, ayant subi avec succès les épreuves d'un concours, ont suivi une formation de deux années sanctionnée par le diplôme d'État de conseiller d'orientation-psychologue. Ils bénéficient également de formation continue.

COOPÉRATION ENTRE ÉCOLES, MONDE DU TRAVAIL, PARENTS ET AUTRES ACTEURS

Ces coopérations sont explicitement recommandées par la loi d'orientation de 2005 (voir ci-dessus). Elles sont mises en place à l'initiative des autorités académiques et des établissements.

ACCÈS À L'INFORMATION SUR L'ORIENTATION

Les organismes chargés de la collecte, de la production et de la diffusion de l'information professionnelle auprès des élèves sont l'Office National d'Information sur les Enseignements et les Professions (ONISEP) et les Centres d'Information et d'Orientation (CIO).

L'ONISEP a développé un réseau informatique à haut débit qui permet de maximaliser les échanges d'information sur Internet. Il travaille en collaboration avec le CEREQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications), organisme public dépendant des services publics de l'éducation et de l'emploi, qui a une mission d'expertise dans divers domaines tels que les insertions, les débouchés professionnels, les relations entre formation et emploi, etc.

Chaque CIO possède un fonds documentaire sur les enseignements et les professions, un service d'auto-documentation permettant à toute personne de consulter des documents par rapport à ses intérêts et à son niveau scolaire. Les CIO travaillent en liaison avec l'Office national d'information sur les enseignements et les professions dont ils reçoivent une importante documentation.

En complément de ces supports documentaires traditionnels se développe, depuis plus d'une dizaine d'années, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (informatique, multimédia, accès au réseau Internet, etc.).

Auprès de chaque recteur, le service académique d'information et d'orientation (SAIO) propose des informations relatives à l'orientation: portes ouvertes, événements, enquêtes, actualités, statistiques, etc.

Par ailleurs, pour ce qui concerne l'information sur la formation continue pour le public adulte, un centre national d'information spécialisé – le Centre info (www.centre-info.fr) – remplit cette même fonction.

Quelques références Web

Pour le socle commun de connaissances et de compétences en 4 langues: <http://www.education.gouv.fr/cid2770/le-socle-commun-de-connaissances-et-de-competences.html>

Pour l'information du public: <http://www.onisep.fr>

Pour les équipes éducatives: <http://www.onisep-reso.fr>

Sources

1. Politiques d'orientation dans la société de la connaissance. Tendances, défis et réponses en Europe. Rapport de synthèse du Cedefop. Ronald G. Sultana. Cedefop Panorama series; 100. Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2004.
2. ETV et Cedefop thematic analysis 'Guidance and counselling for learning, career and employment' sur www.trainingvillage.gr/etv/Information_ressources/NationalVet/Thematic
3. Eurybase; Eurydice.
4. Orientation professionnelle et politique publique. Comment combler l'écart. OCDE 2004.